

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Amara, Besson, Bockel, Jouyet, Kouchner : à qui le tour
?

Essai de réflexion sur « les jaunes »

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : vendredi 6 juillet 2007

Démocratie & Socialisme

Trop facile de laisser passer le coup : ils trahissent éhontément et la gauche, polie, tout juste distante et méprisante, de façon condescendante, ne leur dirait rien ?

Ces gens-là, il faut prendre le temps de les analyser, de les caractériser et les dénoncer : car il y a des générations, derrière à éduquer. Et il est souhaitable de les éduquer fortement, franchement avec un maximum de dégoût vis-à-vis de ces « jaunes » qui ont rejoint le pire des gouvernements anti-sociaux depuis la guerre, celui des MM. Sarkozy et Fillon.

Celui-ci pour faire sa sale besogne antisociale a besoin de se donner un "vernis" de pseudo union nationale, c'est pourquoi Sarkozy s'entête aussi à débaucher Jean-Yves Le Drian, Claude Allégre, Christiane Taubira, J-M Baylet, Manuel Valls, Malek Boutih, Hubert Vedrines, Jack Lang. Après tout, Sarkozy ne fait-il pas du Bayrou qui prétendait nommer, par-dessus les camps de droite et de gauche, les gens selon des critères de compétence ? Quand il n'arrive pas à les faire travailler pour lui, il leur donne des « missions », des postes... Après tout Sarkozy ne se sert-il pas de ces débauchages pour brouiller les frontières entre droite et gauche, pour affaiblir davantage le Parti socialiste, après que sa principale candidate ait elle-même incroyablement envisagé de nommer Bayrou Premier ministre ?

Il y a ceux qui refusent honorablement de tomber dans ce piège, mais ceux qui acceptent sciemment de participer concrètement, en actes, à ce genre d'opération dans un gouvernement contre leur propre camp, la gauche, sont des "jaunes".

Certes, il y a toujours eu des « jaunes » c'est-à-dire des individus ou « syndicats » opposés aux conflits de classe et conciliants avec le patronat. Ce sont ceux qui appelaient à ne pas faire grève lorsque la majorité des autres syndicats y appellent ou signaient des accords de branche auxquels la majorité des syndicats étaient opposés. Individuellement, un « jaune » peut aussi désigner un travailleur engagé par un patron pour briser une grève. Ce terme vient de loin, aux origines du mouvement créé par Pierre Biétry le 1er avril 1902, la « Fédération Nationale des Jaunes de France », un syndicat anti socialiste. Pour les grévistes, les jaunes étaient donc devenus les « non-grévistes ».

Selon Biétry lui-même, dans son ouvrage « Le socialisme et les jaunes », son but était de « réaliser la renaissance nationale en créant la réconciliation des classes sur un programme de justice sociale ». Dans les faits, ce mouvement s'est opposé vigoureusement au mouvement socialiste. Il était soutenu par les nationalistes qui pensaient tenir là une force nouvelle capable de faire face à la gauche notamment de grands industriels, le duc d'Orléans ou la duchesse d'Uzès.

A cause de cela, le qualificatif de « jaune » s'est généralisé et a servi à désigner généralement les « traîtres ».

Il y a eu aussi, plus particuliers, les « néos » qui sont allés jusqu'à devenir néo-nazis après s'être réclamés du communisme ou du socialisme, c'étaient des « salauds » eux aussi, mais il y avait un contexte, c'était sous une pression, une dérive historiquement forte et avec un semblant de théorie « de masse » auto justificatrice. On ne peut absolument pas comparer avec cette période historique des « néos » puis de la « Collaboration » pendant l'Occupation nazie.

On ne peut pas non plus comparer avec ceux du temps des Troisième et Quatrième République où toutes les

combinaisons étaient possibles, où les girouettes politiciennes, allaient d'un gouvernement à l'autre, enjambant les coalitions, mêlant gauche et droite.

Nous sommes dans la Ve République avec une bipolarisation connue, effective, puissante, des votes tranchés, et, justement, la France est « à chaud », à vif, au terme de 9 mois de campagne électorale, camp contre camp.

Qui sont-ils, dans ce contexte, ces gens partant de la gauche qui rejoignent la droite patronale triomphante au moment où elle est la plus ultra, la plus féroce, depuis Pétain, contre les droits sociaux, au moment où elle veut réduire la Sécu, le droit du travail, etc...

Il faut faire attention : car le terme de « jaunes » n'a pas toujours été utilisé à bon escient. Parfois, des gauchistes, des sectaires, des désespérés eux-mêmes, ou des « bureaucrates », impatients, maladroits, grossiers, traitaient de « jaunes » certaines catégories de salariés, qui, n'ayant pas les moyens de faire grève ou n'étant pas convaincus par la nécessité ou la forme de l'action, ne participaient pas au mouvement d'ensemble.

Les staliniens, quand il était « minuit dans le siècle », ont dénoncé des « jaunes » à propos de tout et contre n'importe qui n'était pas d'accord avec leurs chefs et théories du moment. A ce titre, il y a eu des excommunications inacceptables, inhumaines, des exclusions bureaucratiques, des militants sincères bafoués, des intelligences salies. Les gauchistes aussi, ont multiplié des sectarismes qui faisaient « des plus proches les pires ennemis » dès lors qu'ils se distinguaient, nuançaient des analyses politiques de façon non orthodoxes, par rapport à des théories de gauche totalitaires. Mais on voit bien que ce n'est de cela non plus dont il s'agit avec nos « jaunes » pro Sarkozy.

Dans l'histoire du mouvement social, salarial, les « jaunes » ont parfois représenté une déchirure, une terrible souffrance, une division amère, un affaiblissement des chances de réussite pour ceux qui, eux, luttèrent et se sacrifiaient pour les revendications communes. Souvent les grévistes qui avaient perdu des salaires lors des jours de grèves mais gagné des augmentations, faisaient valoir qu'ils avaient lutté aussi pour ceux n'avaient pas fait grève et en bénéficiaient. Au fond, les « jaunes » étaient ceux qui ne mettaient pas ou ne pouvaient pas mettre d'abord en avant l'intérêt général de leur classe sociale, parfois sans connaître ou comprendre leur propre intérêt réel. La littérature, depuis Zola et London, hier et aujourd'hui, dans tous les pays a décrit abondamment les drames misérables des luttes sociales et celui des « jaunes ».

Mais ce n'est visiblement pas cela : les « jaunes » type Besson, Amara, Kouchner, ne nous mettent pas la larme à l'oeil, ne nous inspirent pas le rejet du totalitarisme, ni la souffrance, ni la déchirure, ni même le dilemme moral.

Ces « jaunes » d'aujourd'hui ne cherchent pas à avoir une « base », ni une « théorie de référence », ne s'inspirent pas d'un « mouvement collectif », ne se sont même pas regroupés entre eux, ne sont pas inspirés par les institutions, ni l'air du temps, ni le contexte, ni la « mode » pour expliquer leur trahison. Pourtant ils font un « saut », une rupture forte, et ils vont directement au gouvernement co-dirigeants avec leur ex-adversaire, et s'en rendent spectaculairement solidaires pour attaquer de la façon la plus éminente leur ex-camp.

Ce sont pourtant des socialistes, devenant, à froid, sans obligation personnelle, morale, sociale, des « jaunes » sans y être forcés, sans excuse d'ignorance, de souffrance, sans processus d'explication, sans théoriser intellectuellement leur changement, parfois même en le niant, parfois en le revendiquant, ils passent au camp adverse, au Duc d'Orléans et à la duchesse d'Uzes. (disons au Baron Seillière).

Certes, leurs positions lorsqu'ils étaient au PS étaient plus que douteuses, mais au moins ils avaient le statut de « membres du parti socialiste », d'un parti de gauche, et cela l'emportait, en actes, sur leurs propos et pensées intimes

ou exprimées. Quand on est membre d'un parti, c'est cette appartenance institutionnelle qui l'emporte : on a le droit d'y défendre Tony Blair, même de façon minoritaire. Autre chose est de rompre avec armes et bagages et de rejoindre le gouvernement de Sarkozy en déclarant qu'il est Tony Blair... Quand les « jaunes » d'aujourd'hui disaient des énormités du point de vue socialiste, ils restaient membres du PS quand même. Ils étaient, par affiliation, dans le camp de la gauche en dépit de leurs orientations déjà contestables. Mais là, ils changent de camp matériel, ils sont dans un autre « acte », qui les emporte définitivement de l'autre côté de la barrière de classe.

Certains essaient de dire « - Mais je n'ai pas changé, je défendais la même chose en tant que socialistes » : **ceux-là aggravent leur cas, car ils essaient, a posteriori, d'imbiber leur ex-camp tout entier, du sel de leur trahison personnelle.** Mais Devedjian, chef de l'UMP, leur cloue le bec lorsqu'il dit publiquement se « réjouir » du fait qu'ils « soient passés à droite », et s'en félicite, comptant désormais « Mulhouse parmi les municipalités gagnées par la droite » ? Devedjian a raison contre eux et ils ne peuvent le contredire.

C'est pourquoi ceux qui disent : « - Ne jugeons pas les personnes » ont tort, il faut juger les personnes - sur leur acte.

Alors que la fracture sociale est nette, qu'il y a 7 millions de travailleurs pauvres, 4 millions de chômeurs, 15 % d'actifs précaires, des régressions en matière de santé, d'école, d'équipements, d'environnement, de vieillissement, des explosions sociales dans les banlieues, d'un côté. Tandis que de l'autre côté, jamais la France n'a été aussi riche, il y a 378 000 millionnaires en euros, les 500 premières fortunes ont gagné 30 milliards d'euros de plus, les entreprises du Cac 40 empochent 100 milliards d'euros de bénéfices, les profits siphonnent à leur avantage 160 milliards d'euros aux salaires, ces gens choisissent de passer à l'autre camp.

En fait les « jaunes » n'expliquent pas, ne rendent pas de comptes sur leur propre réalité.

Ce qui vient d'arriver, là en France, est donc plus rare et mérite d'être étudié, c'est une forme de « jaunes » à l'état pur, si on peut le dire ainsi, une catégorie de « traîtres parfaits » qui ne peuvent invoquer aucun principe, aucune excuse, aucune atténuation : ce n'est pas pour sauver leur famille de la faim, pour éviter de perdre un « boulot », parce qu'ils ne sont pas convaincus de l'opportunité d'une grève, non, ils deviennent, du jour au lendemain les participants actifs de la politique qu'ils combattaient avant dans le camp qui était le leur.

Lorsqu'ils nient qu'ils en ont changé, lorsqu'ils affirment défendre les mêmes idées, mesurent-ils que leurs soeurs et frères de combat antérieurs se sentent encore plus choqués, bafoués, trahis ?

Oh, bien sûr, ils trouvent quelques indulgents pour les excuser, atténuer, ne pas vouloir « dénoncer » leur trahison : mais ces derniers sont heureusement minoritaires, et tant mieux.

Car, les "jaunes" sont bel et bien mis hors du PS, comme l'a affirmé le Premier secrétaire. Même pas besoin de procédure d'exclusion, a t il ajouté, c'est « de fait ». On trouve là l'évidence : il y a incompatibilité, il y a barrière de classe franchie tellement manifeste qu'ils ne peuvent plus être membres du parti socialiste. Et ceux qui trouvent des « excuses » aux « jaunes », ceux qui ont une indulgence, voire une petite complicité, se taisent, n'osent pas aller contre cette exclusion de facto, encore plus irrémédiable puisque sans procédure et sans appel.

Nul ne peut croire que ces « jaunes » prétendent, comme certains le disent, sérieusement faire avancer les choses pour leur ex-camp : car sinon, à quoi servent la politique, les partis, les élections, la citoyenneté, la démocratie, si on peut faire avec le camp adverse, ce que l'on ne peut pas faire en gagnant soi-même, directement les élections ?

Se taire face aux « jaunes », c'est laisser faire. Donc laisser se fragiliser la gauche. Laisser une forme de bonapartisme corrupteur agir. Laisser se déliter les idéaux qui font agir la gauche contre la droite. Brouiller les frontières. Qui veut, qui a intérêt à brouiller les frontières ? Le patronat, la droite, jamais la gauche.

En fait, si Sarkozy les a choisis et nommé c'est que ça l'aide, bien sûr. Ca lui donne, sans grand frais, un « vernis » d'union nationale, pour la politique antisociale violente qu'il veut faire passer. C'est pour cela que Sarkozy essaie d'en compromettre un maximum d'autres, faisant évoquer le nom de Jean-Yves Le Drian, draguant Jack Lang, c'est pour se « couvrir » aux yeux de la gauche, compromettre une partie de celle-ci.

S'il va solliciter auprès d'Hubert Védrines un « rapport sur la mondialisation » (entre nous, quelle rigolade, Sarkozy, homme du Medef, de Bolloré et Parisot, allant demander une « étude sur la mondialisation » à un socialiste !) c'est dans le même but.

De même s'il a demandé à Malek Boutih avant Fadela Amara, celui-ci renvoyant à celle-là, cela diffuse un climat délétère, propice à masquer ses mauvais coups. De même qu'en faisant adapter le "RMA" en « RSA » par Martin Hirsch.

C'est pourquoi ceux qui disent « - Attendons pour juger de voir ce qu'ils feront », se trompent aussi : en soi, on peut les juger dès maintenant, à partir de leur seule trahison, avant même de savoir ce qu'ils feront et quoi qu'ils fassent. Car si, par improbable, ils faisaient "bien", cela tournerait encore plus la démocratie à la caricature, à quoi bon des institutions, des débats, des votes ? Sarkozy bafouerait son propre camp en donnant les moyens à ces « jaunes » d'agir sur une ligne de... gauche ? Cela confirmerait alors Sarkozy durablement, déconsidérerait la gauche durablement, enragerait la droite durablement (Cf. réactions dans l'Ump autour de Mulhouse), et ridiculiserait les élections durablement. Autant que l'establishment décide de se coopter en supprimant toute élection. Ce serait une forme de dictature « bonapartiste » qui l'emporterait sur les débats politiques et aurait raison par-dessus tous les camps ? Une variante de Napoléon aux petits pieds ou de tourneboulé façon Bayrou en pratique ?

Mais Sarkozy, lui-même, a balayé tout cela dans une boutade, en allant à Bruxelles entouré de Kouchner et de Jouyet : « - Je suis le seul qui ne soit pas socialiste dans cette délégation ». Pour préciser aussitôt : « - Mais soyez tranquilles, ce n'est pas une politique socialiste que je fais ». Cela devrait humilier tout socialiste sincère ayant prêté la main à une telle opération : nos « jaunes » concernés bronchent-ils ? Non, ils se laissent humilier. Ils y trouvent trop leur compte en prébendes, et ils n'ont pas assez de résistance ni d'honneur dans la tête pour s'offusquer d'être traités ainsi. Leur ralliement s'est fait sans conditions, ce ne sont pas des « malgré eux », ce ne sont même pas des « repentis », ils n'amènent rien à la semelle de leur soulier, ils sont totalement absorbés, assujettis, pris comme « trophées » dans l'état-major de l'armée d'en face qui, utilement, se moque d'eux.

Kouchner lui, à la différence de toute la gauche française, était favorable à Bush, en faveur de la guerre barbare en Irak, celle qui a fait 300 000 morts au bas mot, celle qui a détruit un pays et une région entière du monde, implantée une guerre civile atroce, celle qui a été basée sur le mensonge des "armes de destruction massive", celle qui se glorifie d'avoir infligé la peine de mort à un dictateur qui fut pourtant la créature des Etats-unis, celle dont les initiateurs mériteraient d'être jugés par le tribunal pénal international. Kouchner aurait voulu que la France y participe. Kouchner est même extrémiste, à la différence de l'engagement anti-guerre actuel du peuple américain et il se prononce encore contre le retrait des troupes US de là-bas malgré l'échec total de cette « ingérence inhumanaire » : c'est sans doute pourquoi Sarkozy l'a choisi. Mais Kouchner est aussi contre les 35 h, pour la retraite à 67 ans, pour la baisse des impôts pour les riches, pour la baisse des salaires, pour le TCE et l'Europe libérale, il va au gouvernement pour le pire, en fait.

Besson faisait au PS, semaine après semaine, depuis des lustres, des projets de communiqués au Bureau national, toujours droitiers, fades en matière de défense des droits des salariés, mous en ce qui concernait la protection

sociale. Ce fut d'abord un « député Vivendi », ainsi appelé car il était ami de Jean-Marie Messier. En fait, il jouait déjà un rôle de droitier dans le PS, il joue donc plus logiquement le rôle de la droite dans le gouvernement de droite, celui qui va faire la « TVA sociale » (il est vrai, un moment avancée, mais pas mise en oeuvre par DSK). Ce qui frappe chez Besson, c'est la rapidité, l'audace, la force de la trahison, sans complexe, de la direction d'un camp à l'autre, sans scrupule, sans remords, ni demi-teinte, avec même un côté « vengeance personnelle assumée, décomplexée ».

Jouyet, c'est comme tous ces « Gracques », ces anonymes « techno » toujours proches du manche, « fayots » des dirigeants de gauche, des cabinets ministériels de haut niveau, sans doute les plus « pourris », si le mot « tous pourris » a un sens, car ils sont sans réserve, biberonnés de libéralisme, mais font semblant d'être dans le camp des opprimés et des exploités quand cela les arrange, seulement si cela les fait accéder aux responsabilités, et ils changent de camp si cela va plus vite pour eux : pas d'états d'âme, ni d'explications, pas de comptes à rendre, pas de base, pas de militants, pas de peuple, pas de morale, rien. Que de la technique de pouvoir, de carrière ... et du fric.

Jean-Marie Bockel, lui se disait « Blairiste » mais même Blair a recruté des fonctionnaires en grand nombre, tandis que Sarkozy annonce qu'il va en supprimer un sur deux ! Blair a fait un Smic... alors que Sarkozy veut le défaire. Dans une France qui a 7 millions de salariés pauvres et qui a tant besoin de services publics, ça ne fait rien, Bockel y va quand même. Pourtant il est sénateur socialiste, maire socialiste, membre du PS depuis 34 ans, élu avec des voix PS sur liste PS, en gros, il dit qu'il en a assez d'attendre, que sa petite personne ne soit pas écoutée, reconnue : il part dans le gouvernement adverse sans transition, médiocrement, sans éclats, pure corruption.

Ils y vont tous, dans cette société médiatique, le sourire aux lèvres devant les caméras, devant la France entière, « traîtres » assumés : traîtres sur le droit de grève qui va être limité, traîtres sur le Code du travail qui va être démantelé, traîtres sur les 35 h qui vont être annihilées, traîtres sur les retraites qui vont passer à 65 et 67 ans, 41 ou 42 annuités, traîtres sur le « péage » à la Sécu qui va être instauré, traîtres sur les énormes cadeaux fiscaux qui vont être donnés aux 16 000 familles les plus riches, traîtres tranquilles sur la défense de l'immigration, même quand ils sont d'origine immigrée, traîtres sur les droits démocratiques quand ils s'allient avec des communautaristes, corporatistes, et même des intégristes si l'on voit le cas inouï, presque le plus vil, de **Fadela Amara bras dessus, bras dessous avec Christine Boutin**.

On ne sait pas grand-chose de ce qui reste de leur idéologie de fond, à ces « jaunes » tellement elle est faiblement articulée, exprimée. Il y a sans doute classiquement du nationalisme, comme toujours, là-dedans, au mieux, si l'on creuse de façon bienveillante. Ils pensent sans doute, pour continuer à se regarder dans une glace, que la nation est plus importante que les classes, que ce qui se fera de bien pour la nation reviendra aux salariés. C'est la vision du monde qui place travail et capital, salariés et patrons, exploités et exploités, à égalité, devant l'entité qui les unit, la nation. Sarkozy fait l'ouverture, pour gagner le maximum de monde, nourrir le plus d'illusions possibles, dans ses petits bras piégés. En l'occurrence, « vive le capital, enrichissez vous, vive la méritocratie », et regardez : « y'a des des gens de gauche qui y viennent ».

Comment, pour reprendre ce triste cas, associée à Christine Boutin, Fadela Amara peut-elle arriver à faire mine de croire et dire devant les caméras qu'elle va apaiser les banlieues... avec un budget, une orientation de développement du chômage, de blocage des salaires, de destruction de la dignité des salariés au travail ? Comment le dirigeant de SOS-racisme peut-il lui souhaiter "bonne chance" dans ses nouvelles tâches avec l'homme au Kârcher qui traitait les jeunes de banlieue de « racailles », organise les expulsions en masse, et dénonce ceux qui « égorgent le mouton dans la baignoire » ? Comment des "responsables" militants, associatifs, en vue, peuvent-ils s'abaisser à franchir si allégrement les frontières entre la droite la plus brutale qui est annoncée et la gauche ? Ils n'ont pas la moindre conscience de classe face au Medef qui se réjouit ?

Sans aucun doute, vu la faiblesse des justifications connues, les avantages matériels, retirés de la trahison sont vraiment plus forts que le raisonnement intellectuel. Il faut aussi chercher l'explication dans la recherche de l'aventure et de la gloire personnelle avec des ego surdimensionnés : c'est le cas de Kouchner ; pour Jouyet mettons la dimension « techno » par dessus les classes, qui ne croit à aucune idéologie ; pour Besson mettons la rage d'arriver, le cynisme de défier ceux qui ne l'ont pas reconnu dans son ego ; Bockel, c'est pareil, pas de camp à défendre, usure, médiocrité ; Fadela Amara on souhaiterait retenir l'ignorance et l'inculture, mais ce serait trop facile, il faut ajouter l'aventurisme corrompu à l'amateurisme.

Tous ont un point commun : l'argent et les avantages du pouvoir, avantages matériels pour leurs statuts, leurs retraites, leurs façons égoïstes de se servir quand « la soupe » leur est offerte. En cela nos « jaunes » d'aujourd'hui, sont bien ordinaires, vulgaires par rapport à ceux d'hier.

Pas d'excuse de morale, de doute, de souffrance, de faim... Pas poussés, pas pressés, pas stressés, ce sont des gens sans racines fortes, qui trahissent comme s'ils giflaient leurs anciens compagnons, presque allégrement, inconsciemment.

C'est pourquoi il importe donc de ne pas faire silence, ni de sous-estimer cette trahison sordide des Amara, Besson, Bockel, Jouyet, Kouchner.

Parce que la gauche doit être aussi fidèle aux salariés que la droite est fidèle au patronat, nous avons besoin d'identifier minutieusement cette nouvelle et spectaculaire forme de trahison-là, afin de la dénoncer au mieux, pour bien en vacciner notre jeunesse.

Il y a des moments où il faut prendre le temps de faire la honte aux « jaunes », surtout à ceux-là, des « traîtres purs », corrompus sans excuses, mondains sans principes, tristes hères sans repères.

Gérard Filoche, revu le vendredi 6 juillet 2007